

## DE L'INSTRUCTION MILITAIRE À L'ÉDUCATION POPULAIRE, QUE RESTE-T-IL DE L'OBJECTION DE CONSCIENCE DANS LE SERVICE CIVIQUE ?

[Florence Ihaddadene](#)

La Découverte | « [Mouvements](#) »

2015/1 n° 81 | pages 107 à 115

ISSN 1291-6412

ISBN 9782707185792

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2015-1-page-107.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# De l'instruction militaire à l'éducation populaire, que reste-t-il de l'objection de conscience dans le service civique ?

**Cet article propose une genèse du service civique. Ni emploi, ni bénévolat, ce statut dépend du Code du service national et trouve sa source en grande partie dans l'objection de conscience. L'article offre un parallèle historique, montre le glissement d'un statut donné aux contestataires à un dispositif destiné à revitaliser la citoyenneté et l'insertion des jeunes.**

**PAR FLORENCE  
IHADDADENE\***

**L**e service civique permet depuis mars 2010 à des « jeunes » de 16 à 25 ans de s'engager pour une durée de 6 à 12 mois dans une structure à but non lucratif (associations mais aussi collectivités locales et établissements d'enseignement) pour réaliser une mission dite d'intérêt général, indemnisée au moins 467,34 € par mois. Ni salariat, ni bénévolat, ce statut est largement dérogoire au droit du travail et est inscrit au Code du service national, en raison de son lien historique avec le service militaire.

En présentant le service civique aux conférences Ernest de l'ENS<sup>1</sup>, en mai 2010, Martin Hirsch retrace l'histoire du dernier né des politiques publiques de la jeunesse. Il évoque les trois origines de ce nouveau statut : le lobbying fait par l'association Unis-Cité pour faire entrer dans le débat public le volontariat à l'américaine (AmeriCorps, PeaceCorps, etc.), le service militaire et l'objection de conscience. Si cette filiation peut paraître évidente au premier abord, elle interroge pourtant. Comment un dispositif de volontariat peut-il être simultanément l'héritage de la conscription obligatoire et de son opposé : le refus, la contestation, sous-tendus dans l'objection de conscience ?

Alors que nous n'entendons plus parler d'« objection de conscience » qu'au sujet du refus de certains maires ou médecins de faire appliquer certains droits acquis (mariage homosexuel, IVG), que reste-t-il, dans le

\* Doctorante en sociologie du travail à l'université Paris X, Nanterre.

1. Conférences d'une journée qui ont lieu à l'École normale supérieure depuis 2009, et qui consistent en une succession de présentations de 15 minutes d'experts de tous les domaines.

volontariat associatif, de ce que fut ce statut contestataire ? Qu'apporte ce nouveau contrat et que reproduit-il, par rapport aux dispositifs qui l'ont engendré ? Et dans une perspective plus large, que signifie le glissement des dispositifs à destination des jeunes, du militaire à la vie associative, en passant par l'objection de conscience ?

### ● Une succession de dispositifs qui met en évidence une transformation des politiques de la jeunesse

Le service militaire obligatoire est fréquemment présenté comme un cadre égalitaire, de réelle mixité sociale, permettant la rencontre (en théorie au moins) de toutes les catégories sociales. Ce « départ à la guerre<sup>2</sup> » permettait, dans le même temps, de forger une « identité masculine », un passage de l'âge enfant à l'âge adulte. En généralisant une formation de base (au minimum souvent le permis de conduire), le service militaire facilitait l'insertion professionnelle de jeunes individus formés à la « rigueur » et la « discipline », qualités qui pouvaient être réinvesties dans un cadre professionnel civil ou militaire.

Refuser de prendre les armes exposait, avant les années 1960, à une peine de prison. Le militant anarchiste Louis Lecoin crée, en 1958, le Comité de patronage du Secours aux objecteurs de conscience – composé notamment d'André Breton, Albert Camus, Jean Giono, pour ne citer qu'eux – ainsi que la revue *Liberté*<sup>3</sup>. Ils revendiquent notamment la libération immédiate des objecteurs emprisonnés. En 1963, au terme d'une grève de la faim de 22 jours, leur combat rend possible la création légale d'un service « civil » pour raisons « idéologiques ou confessionnelles ». L'objection de conscience fut longtemps perçue comme une protestation face à l'appel à « servir la patrie ». Pour les objecteurs que j'ai pu rencontrer au cours de mes recherches<sup>4</sup>, il s'agissait de « se rendre utile » sans prendre les armes. Pacifistes, anarchistes ou antimilitaristes ont trouvé, avec des motivations différentes, une alternative aux ordres qu'ils m'ont

présentés comme « idiots », « illégitimes », « infantilisants ». Dans leurs discours, la notion de patrie est remplacée par celle de nation ou de société.

L'objection sera réalisée pour une part à l'Office national des forêts (ONF), organisme d'État qui manque cruellement de main-d'œuvre, puis dans les nombreuses

associations et organismes à but non lucratif, encore peu professionnalisés. Le service militaire peut donc être évité, sous conditions, en échange d'une durée de travail doublée. À cette époque, c'est le ministère de l'Agriculture qui est chargé de l'encadrement du dispositif, en coopération avec le ministère des Armées.

La loi concédée par de Gaulle à Lecoin interdit toute propagande du statut. Ainsi, des travailleurs à l'ONF ou en association n'ont pas le droit de

2. A. RAUCH, *Le premier sexe. Mutation et crise de l'identité masculine*, Paris, Hachette, 2000, p. 54.

3. Pour en savoir plus sur ce combat, se référer à : J. PRÉPOSIT, *Histoire de l'anarchisme*, Paris, Tallandier, coll. « Approches », 2005.

4. Sur le terrain de mon doctorat, j'ai eu l'occasion de réaliser une vingtaine d'entretiens d'anciens objecteurs de conscience.

*L'objection de conscience fut longtemps perçue comme une protestation face à l'appel à « servir la patrie », il s'agissait de « se rendre utile » sans prendre les armes.*

communiquer autour de cette dérogation. Un certain nombre de peines, souvent symboliques, pour « incitation à la désobéissance » seront même prononcées à l'encontre de ceux qui auraient fait l'apologie de l'objection de conscience. De la même façon, la loi prévoit que les objecteurs ne pourront pas accéder à certains postes de la fonction publique (le décret permettant l'application de cette disposition n'est cependant jamais paru).

Finalement, lors de la campagne présidentielle de 1981, Mitterrand laisse entendre qu'il régularisera la situation des objecteurs. Effectivement, en 1983, la loi Joxe rend possible l'obtention du statut d'objecteur sans nécessaire justification et supprime l'interdiction de propagande. Les objecteurs rejoignent alors massivement des associations, qui entament une période de forte croissance de salarisation<sup>5</sup>. Les objecteurs de conscience sont alors encadrés par les Directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS).

Lorsque Jacques Chirac annonce, en 1996, sa volonté de professionnaliser les armées et de suspendre le service militaire obligatoire, il évoque immédiatement la possibilité que soit créé un statut d'« engagement au service de la société civile » pour les « jeunes », qui précéderait leur arrivée sur le marché du travail et ne concernerait que des volontaires (hommes et femmes). Se succéderont, pendant la décennie qui suit, plusieurs propositions de statuts de « volontariat associatif », « volontariat de cohésion sociale », etc. Ces contrats, faute de moyens et de volonté politique, ne connaîtront pas de réel succès.

Au début des années 2000, alors que Nicolas Sarkozy est ministre de l'Intérieur, il est de plus en plus fréquemment question d'insécurité et de violence des jeunes<sup>6</sup>. Les « émeutes de banlieue » en novembre 2005 légitiment, pour Jacques Chirac, la création d'un statut pour « canaliser » les jeunes et occuper les moins de 25 ans au chômage. En 2010, la conjoncture politique et sociale rend possible la création du *service civique*<sup>7</sup>. Depuis la promulgation de la loi, les objectifs enflent, les ministères sont de plus en plus nombreux à contribuer au dispositif, et les candidats sont au rendez-vous. Fin 2013, on estimait à 60 000 le nombre d'individus passés par le dispositif depuis sa création en mars 2010.

S'il existe effectivement un lien historique entre ces deux dispositifs, qu'en est-il de l'héritage concret, idéologique et militant dans le service civique ?

## ● Qu'est-ce qu'on garde, qu'est-ce qu'on change ?

### *Une féminisation...*

L'une des indéniables nuances entre l'objection de conscience et le service civique repose sur l'entrée de femmes dans le dispositif. Effectivement, la mixité sociale évoquée au sujet du service militaire ne semblait pas inquiète de n'être que masculine. Cette distinction apparaît d'autant plus importante que, on l'a dit, la conscription était considérée comme constitutive d'une identité masculine, voire virile, et les

5. M. HÉLY, *Les métamorphoses du monde associatif*, Paris, PUF, coll. « Le Lien social », 2009.

6. R. COREY, *La peur. Histoire d'une idée politique*, Paris, Armand Colin, 2006.

7. En 2006 est créé le « volontariat associatif » qui sera englobé, en 2010, dans le « service civique ».

objecteurs racontent avoir été affublés de qualifications combinant étroitement sexisme et homophobie (le terme « fiotte » étant celui qui revient le plus souvent). Les femmes restaient exclues de cette « participation au service de la patrie ».

Alors que le nouveau statut est ouvert à tous, il ne se contente pas d'accueillir quelques femmes, il leur fait la part belle (elles sont environ 60 % dans le dispositif). Que dit cette nouvelle « mixité » de l'insertion des jeunes femmes sur le marché du travail ? Il est trop tôt pour avoir le recul nécessaire sur cette féminisation et pour saisir l'impact qu'elle aura sur le marché du travail. Mais il conviendrait sans doute de mettre en perspective le nombre de femmes engagées dans les dispositifs de « volontariat » et l'insertion professionnelle féminine.

L'emploi associatif est lui-même fortement féminisé : 69,5 % des salariés sont des femmes<sup>8</sup>. Il est aussi souvent précaire et morcelé<sup>9</sup>. L'insertion professionnelle des femmes dans le secteur associatif va fréquemment de pair avec le travail à temps partiel, et des salaires toujours moindres à ceux de leurs homologues masculins. Cette féminisation du dispositif correspond donc à la réalité de l'emploi dans le milieu associatif. Il reste à saisir dans quelle mesure il y reproduit des inégalités de genre. Il y a fort à parier que l'arrivée de jeunes femmes, par le « bas », s'accompagne d'une dévaluation de certaines professions du secteur associatif.

### *Un militantisme politique transformé en « engagement citoyen »*

Il existe une différence structurelle dans l'origine de ces dispositifs. L'objection de conscience, on l'a dit, est le résultat d'une mobilisation

forte (qu'on ne peut pas qualifier de populaire pour autant, puisqu'elle a été portée publiquement par des intellectuels et personnalités politiques). Obtenue par l'insoumission aux ordres, engendrant parfois des sanctions pénales, elle répond, au moins avant 1983, à ce qu'on appellerait volontiers aujourd'hui une « désobéissance civile ». Le service civique, au contraire, vient « d'en

haut ». Il fut même une réponse faite, par Jacques Chirac, à l'incivilité des jeunes lors des « émeutes de banlieue » en novembre 2005. Loin d'être une conquête acquise par la lutte, le service civique apparaît ici comme une politique « occupationnelle » à destination des jeunes, permettant le maintien du calme. Créé par des décideurs politiques et des commissions d'acteurs du monde syndical ou associatif, le statut du service civique répond moins à une revendication des « jeunes » qu'à une demande des structures d'accueil.

8. Insee, juillet 2014 : les chiffres correspondent aux effectifs salariés dans l'ESS en 2012, par sexe et familles de l'économie sociale.

9. S. COTTIN-MARX, « Précarité et monde du travail associatif », Mouvements. info.

*L'insertion professionnelle des femmes dans le secteur associatif va fréquemment de pair avec le travail à temps partiel, et des salaires toujours moindres à ceux de leur homologues masculins.*

De la même façon, il s'adresse moins à des individus déjà « militants », « engagés » et prompts à faire entendre leurs revendications qu'à une génération en demande d'insertion professionnelle, que l'on invite à « exprimer sa citoyenneté ». Ce contraste nous apparaît significatif et mérite que l'on se penche sur l'héritage de l'objection de conscience ou du moins sur les discours publics qui l'évoquent. Alors que l'objection de conscience a été interdite, puis destinée à rester « discrète », l'incitation au service civique est forte. Nous pouvons penser que ceux qui ont conçu le dispositif ne prévoyaient pas d'encourager un militantisme politique assimilable à de la désobéissance civile. L'injonction, ici, est tout autre.

La situation de l'emploi a beaucoup changé depuis les années 1960. L'insertion professionnelle des jeunes est plus difficile que par le passé<sup>10</sup>. Le militantisme partisan et syndicaliste a lui aussi diminué. Le service civique ne porte pas, en lui-même, l'ambition contestataire de son prédécesseur.

Les structures d'accueil reconnaissent que les objecteurs arrivaient déjà « militants » alors que les discours autour du service civique invitent à « faire naître l'engagement » en particulier chez « des populations qui en seraient éloignées ». La dimension contestataire, à l'origine des revendications autour de l'objection de conscience, est ici occultée au profit d'une « citoyenneté » dépolitisée, tournée vers l'insertion sur le marché du travail.

Il convient pour autant de ne pas mythifier l'objection de conscience : nombreux sont ceux qui, après 1983, ont demandé leur statut pour obtenir une expérience « professionnelle » plutôt que pour lutter contre la conscription. De la même façon, un certain nombre d'individus en service civique l'ont choisi pour monter un projet militant<sup>11</sup>.

### *Une durée plus proche de celle du stage que du « temps de vie »*

Parmi les objecteurs que j'ai rencontrés, un certain nombre ont transformé leur période d'objection en emploi, en passant souvent par d'autres dispositifs (emplois jeunes, contrats de qualification etc.) pour finalement en faire « une carrière ». C'est particulièrement le cas pour ceux qui ont réalisé leur objection de conscience dans une structure d'animation. Ils sont donc en première ligne pour observer l'arrivée du service civique dans leurs structures. Quand nous les interrogeons sur la distinction entre objection et service civique, ils décrivent des profils de jeunes différents, qui cherchent avant tout à s'intégrer dans le secteur associatif.

Plusieurs d'entre eux ont mentionné des collectifs dans lesquels ils s'inscrivaient à l'époque (Mouvements d'objecteurs de conscience

***La situation de l'emploi a beaucoup changé depuis les années 1960. L'insertion professionnelle des jeunes est plus difficile que par le passé. Le militantisme partisan et syndicaliste a lui aussi diminué.***

10. C. BAUDELLOT, R. ESTABLET, *Avoir 30 ans en 1968 et en 1998*, Paris, Seuil, coll. « L'épreuve des faits », 2000.

11. C'est le cas notamment d'un collectif qui s'est constitué à Marseille pour permettre un retour critique des volontaires sur leur service civique. On trouvera leur blog ici : <http://servicecivique.fr.over-blog.com/>

notamment). Ils s'étonnent que les volontaires ne se fédèrent pas et ne se rencontrent pas. En cause, probablement, la durée de l'engagement, que l'on cherche encore à réduire, et qui empêche de considérer le service civique comme un vrai « temps de vie ».

Pourtant, tout comme les objecteurs, les volontaires sont des formes extrêmement flexibles de travailleurs. Ils sont fréquemment présents les soirs et week-ends. Ils dépassent régulièrement l'enveloppe horaire, qui n'est jamais présentée comme un cadre fixe. Comme de nombreux salariés du secteur associatif, les volontaires sont engagés pour une cause et, de ce fait, s'adaptent à un cadre qu'ils jugent différent de celui du secteur marchand. Les objecteurs, souvent plus nombreux sur un même lieu de travail et dédiés quasi entièrement à cette « mission », racontent souvent ce que cette « flexibilité » a rendu possible en termes de liens informels (soirée passée sur place, apéros pris au boulot etc.). Les volontaires semblent souvent s'adapter à ces formes particulières de travail « passionné » sans pour autant les investir collectivement.

Le service des objecteurs durait deux fois plus longtemps que le service militaire. « Je servais deux fois plus la République » a ainsi dit un objecteur. Ce temps long permettait de s'installer dans un statut. Inversement le service civique est de plus en plus court. À sa création, il pouvait durer de 6 à 12 mois. En 2013, l'Agence du service civique pose 10 mois comme l'engagement maximal. À ce jour, le temps moyen des missions est de 8 mois.

En réduisant la durée des missions, on empêche effectivement que ne se mette en place une « identité » de volontaire. Alors que certains volontaires rencontrés ont cherché à créer des regroupements, voire des syndicats, leur présence sur un temps court les a généralement empêchés d'aller au bout de leur projet. En ne restant que 6 ou 8 mois avec ce statut, l'intérêt pour un volontaire de se consacrer à ce genre d'action est moindre, en comparaison avec un collectif d'objecteurs présents pendant 24 mois. Il apparaît souvent impossible de créer du collectif sur des durées si courtes. Du même coup, aucune voix ne peut s'élever pour revendiquer des droits ou des transformations du dispositif.

### *Salaire, subordination, travail :*

*Taisez ces mots que je ne saurais entendre...*

12. M. SIMONET, *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit*, Paris, La Dispute, coll. « Travail et salariat », 2010.

Dans un contexte de lutte contre la précarisation des jeunes générations (mobilisations pour la valorisation du stage, contre l'arrivée du CPE ou le SMIG Jeunes), créer un nouveau contrat pour « jeunes » pouvait potentiellement soulever les foules. Ceux qui l'ont mis en place le défendent comme un statut d'engagement. Face aux premières contestations (par le syndicat ASSO et par certains sociologues<sup>12</sup>) le service civique s'est entouré d'un vocabulaire rappelant celui utilisé pour le bénévolat. Ce vocabulaire est transmis dans les formations, aux volontaires ainsi qu'aux « tuteurs » qui les « accompagnent », par les réseaux associatifs ou les services décentralisés de l'État. Ainsi on ne parle pas de recrutement mais

d'accueil. On ne dit pas subordination mais tutorat. Surtout, on ne parle pas de rémunération et de salaire mais d'indemnisation. Et finalement, il ne s'agit pas de travail mais d'engagement.

Cette problématique n'était pas posée dans l'objection de conscience, du fait de la contrainte et de l'obligation, face à la dérogation faite. Les objecteurs réalisaient certaines tâches que les volontaires ne pourraient pas faire aujourd'hui : entretien des bâtiments, réparations, comptabilité etc. Le droit du travail a évolué et avec lui la protection des salariés, ce qui explique en partie la réticence à confondre « engagement citoyen » et travail. Mais en posant ce cadre strict et contrôlé, le service civique ne laisse plus les « marges de manœuvre » que permettait l'objection (en termes de ponctualité, notamment, mais aussi de missions). Les volontaires qui ne doivent pas être considérés comme des travailleurs, sont finalement souvent maintenus dans un niveau minimum de responsabilités. Pourtant, ils sont nombreux<sup>13</sup> à insister sur l'expérience professionnelle que leur apporte ce service civique, tout autant qu'une meilleure connaissance du secteur associatif ainsi qu'un réseau de contacts professionnels. Cela ne remet pas en question, pour eux, la volonté de s'engager, d'être « utiles » et de ne pas rester inactifs.

La précarité créée par les dispositifs à destination des jeunes n'est plus aussi visible, dès lors qu'on met en avant la notion d'« engagement gratuit », formulation socialement valorisée. L'effet d'aubaine existe pourtant et le risque que ne soient remplacés des emplois « stables » par ces missions courtes, non rémunérées, est bien présent. Empêcher le discours sur le travail des volontaires, c'est aussi leur nier un statut de travailleur (et avec lui, des droits). C'est encore les considérer comme des présalariés, sans réel statut. En faisant disparaître le vocabulaire du travail, c'est un champ de réflexion, et donc de revendications, qui s'efface.

### ● Une transformation des instances chargées de la jeunesse : de l'instruction à la vie associative

La transition qui a eu lieu entre 1963 et 2010 révèle une réelle transformation de la prise en charge de la jeunesse et du volet de son « éducation à la citoyenneté ». Le passage de l'instruction à l'éducation<sup>14</sup>, et par là même la transmission du rôle de formation civique de l'institution militaire à l'éducation nationale, entre dans une nouvelle phase. C'est désormais le monde associatif qui aura la charge d'« activer la jeunesse »<sup>15</sup>. De « servir la patrie » à « s'engager pour la société », c'est une évolution de la notion même de la citoyenneté qu'il faut remarquer. L'armée s'est professionnalisée, les besoins ont changé, les attentes envers les jeunes générations aussi. Il ne s'agit plus maintenant pour elles de défendre un territoire

*Empêcher le discours sur le travail des volontaires, c'est aussi leur nier un statut de travailleur. C'est encore les considérer comme des présalariés, sans réel statut.*

13. Constats faits lors de la recherche sur le terrain.

14. P.-E. MULLER, « De l'instruction publique à l'éducation nationale », *Mots. Les langages du politique*, 61, 1999, p. 149-156.

15. Pour aller plus loin sur le « paradigme de l'activation » : R. CASTEL, N. DUVOUX, *L'avenir de la solidarité*, Paris, PUF, coll. « La vie des idées », 2013.



16. M.-H. BACQUÉ,  
C. BIEWENER,  
*L'empowerment, une  
pratique émancipatrice*,  
Paris, La Découverte,  
2013.

mais de participer à la « société civile » par une démarche d'*empowerment*, notion en vogue dans les discours associatifs<sup>16</sup>.

La citoyenneté que l'on évoque ici, celle qui est défendue et valorisée dans les discours sur « l'engagement associatif », ne se réalise plus de la même façon. Les modes d'expressions ont changé (ou du moins ceux que l'on considère comme légitimes). Les mobilisations populaires ou la participation syndicale, par exemple, semblent être des actes moins « citoyens » que le bénévolat associatif. L'injonction à l'engagement est particulièrement forte pour les jeunes générations que l'on considère souvent, a priori, comme des citoyens en devenir. Il leur reste alors à faire leurs preuves pour revendiquer ce statut. Travailler, voter, étudier, ne fait pas d'eux des citoyens à part entière. Il leur faut faire preuve de leur « engagement » pour « rendre à la société ».

Cette importante transformation de la légitimité des actions citoyennes doit être mise en parallèle avec la modification des instances chargées de leur insertion professionnelle. Effectivement, la reconnaissance de droits sociaux va généralement de pair avec l'acquisition d'un statut salarié et le travail reste considéré comme une instance de socialisation importante.

Constaté l'évolution des politiques publiques en matière d'insertion professionnelle de la jeunesse donne à voir une transformation plus générale de l'emploi. Dans le cas des dispositifs évoqués ici, les changements de ministères de tutelle sont intéressants : en passant du ministère des Armées, au ministère de l'Agriculture pour finalement être confiée aux Directions régionales des affaires sanitaires et sociales, avant que le service civique ne soit délégué en partie au ministère ou secrétariat d'État à la Vie associative et à un groupement d'intérêt public, créé et présidé par Martin Hirsch (l'Agence du service civique).

La « nouvelle question sociale » se lit dans ces transferts de compétences. De l'instruction militaire, travail contraint par excellence, au service civique, il y a eu une transformation complète de la perception du travail des jeunes. Dans le service militaire, l'insertion professionnelle se faisait par la discipline. L'objection de conscience a rendu possible cette

insertion par « l'engagement », par la mission d'intérêt général. Tout en étant contrainte, au sens où les obligations militaires devaient être justifiées, elle est devenue volontariste (puisqu'il fallait la réclamer). La version finale de l'insertion professionnelle des jeunes se devait d'être « volontaire ». Les attentes envers la jeunesse ont changé. Il leur faut, aujourd'hui, faire preuve

de « bonne volonté » et être acteurs de leur insertion sur le marché du travail (tout comme les chômeurs se doivent de participer activement à leur retour à l'emploi). Ce sont des « citoyens activés » qui accèderont à l'emploi. Leurs études ne suffisent plus à les rendre légitimes à travailler, ni

***La reconnaissance de droits  
sociaux va généralement de  
pair avec l'acquisition d'un  
statut salarié et le travail reste  
considéré comme une instance de  
socialisation importante.***

même leur qualification. Leur insertion professionnelle semble dépendre aujourd'hui de leur capacité à « s'engager », à travailler en échange d'une faible rémunération (le stage n'en est qu'une illustration supplémentaire), au nom d'une cause, au service de la société. Finalement, ce n'est plus à l'État, ou aux entreprises, de prendre en charge l'intégration des jeunes générations, mais bien plutôt au secteur associatif, nouvelle « main gauche de l'État<sup>17</sup> », que la main droite tente d'évacuer des prérogatives de la puissance publique. ●

17. P. BOURDIEU, *Sur l'État. Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Seuil, coll. « Raisons d'agir », 2012.